

Note de Suivi

RDC : Spotlight sur M23

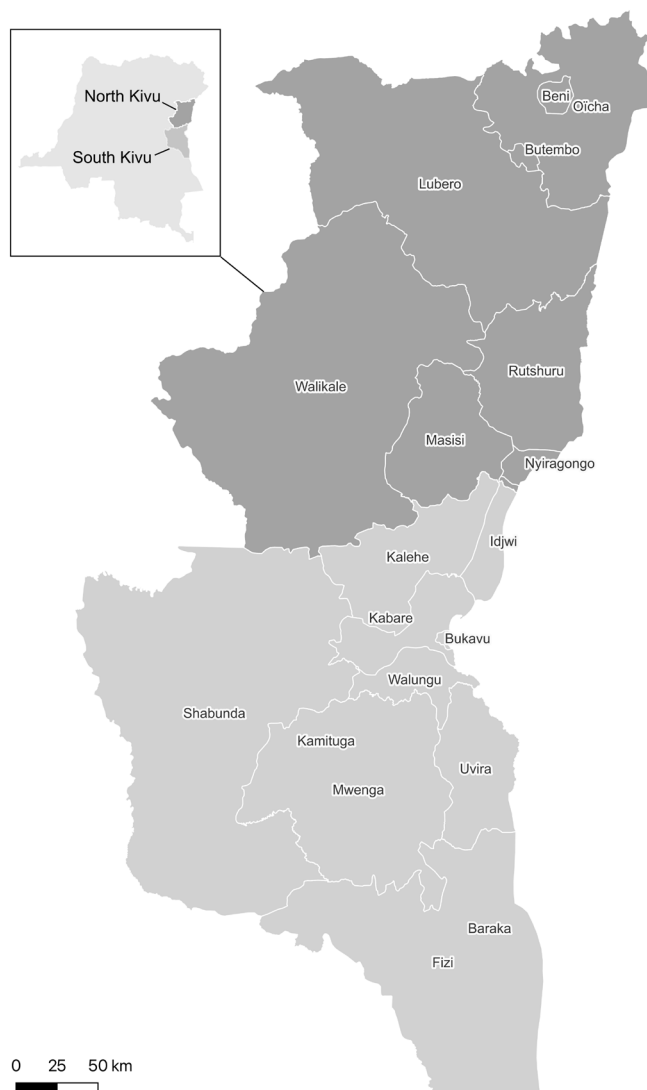
Données : Mars 2025



Ce document inaugure une série analysant les facteurs influençant l'accès et la sécurité des agences d'aide dans l'est de la RDC, afin de les aider à atténuer les risques et à adopter des approches prospectives pour garantir l'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation et à la protection.

En utilisant les données de suivi des incidents d'Insecurity Insight, l'analyse du sentiment des réseaux sociaux et l'analyse de l'activité des acteurs armés à partir des données sur les lieux et les événements des conflits armés (ACLED), la série offre aux organisations d'aide un aperçu des schémas de violence affectant les civils et l'accès humanitaire. En analysant les incidents touchant les secteurs clés de l'aide, attribués à différentes parties prenantes du conflit, elle fournit un cadre pour mieux évaluer les menaces spécifiques pesant sur l'accès à l'aide, la sécurité alimentaire, les soins de santé, l'éducation et la protection des communautés dans les camps de déplacés et de réfugiés. **Cette première note se concentre sur l'impact du M23 sur l'accès humanitaire.**

Figure 1 : Nord et Sud Kivu en République démocratique du Congo



Visualisation des données : Insecurity Insight. Source des données de la carte de base : UN OCHA



Inquiétudes face à l'escalade de la violence visant les personnels humanitaires et de santé

- 38 incidents en mars 2025 ont entravé les opérations humanitaires et sanitaires, soit +15 % par rapport à février. Plus d'un tiers ont touché l'Ituri et le Nord-Kivu ; d'autres ont été signalés au Maniema, au Sud-Kivu et au Tanganyika. Le 9 mars, dans le Sud-Kivu, le bombardement d'un hôpital a tué cinq agents de santé et quatre patients. Voir « [Violence directe affectant les agences d'aide](#) ».
- Au moins trois travailleurs humanitaires ont été attaqués, dont un tué par balles, en Ituri et au Tanganyika. Voir « [Aide en danger](#) ».
- Trois hôpitaux et une base médicale d'une ONGI ont été endommagés par des explosions lors des combats entre le M23 et les FARDC au Nord- et Sud-Kivu. Un hôpital du Nord-Kivu a également été pris d'assaut par un groupe armé non identifié qui a enlevé des patients ; en Ituri, la milice CODECO a kidnappé un agent de santé. Voir « [Attaques contre les soins de santé](#) ».
- Sur les réseaux sociaux, des récits politisés autour de la réduction du financement de l'USAID appellent à cesser toute assistance étrangère, présentant l'aide comme partie du problème plutôt que comme solution. Voir « [Menaces réputationnelles pour les agences d'aide](#) ».
- Bétail pillé, exploitations incendiées, agriculteurs tués ou enlevés en Ituri et au Nord-Kivu. Voir « [Violences affectant les systèmes alimentaires](#) ».
- Cinq écoles du Maniema et du Sud-Kivu ont été attaquées par des hommes armés. Voir « [Éducation en danger](#) ».
- Trois sites de déplacés ont été touchés par des violences directes. Voir « [Protection en danger](#) ».

Télécharger les données [ici](#).

Principales sections de cette note d'information

! Partie au conflit mise en avant : le Mouvement du 23 mars (M23)

🔍 Analyse des perceptions sur les réseaux sociaux : gel de l'aide de l'USAID et attaque du site de déplacés de Lodha



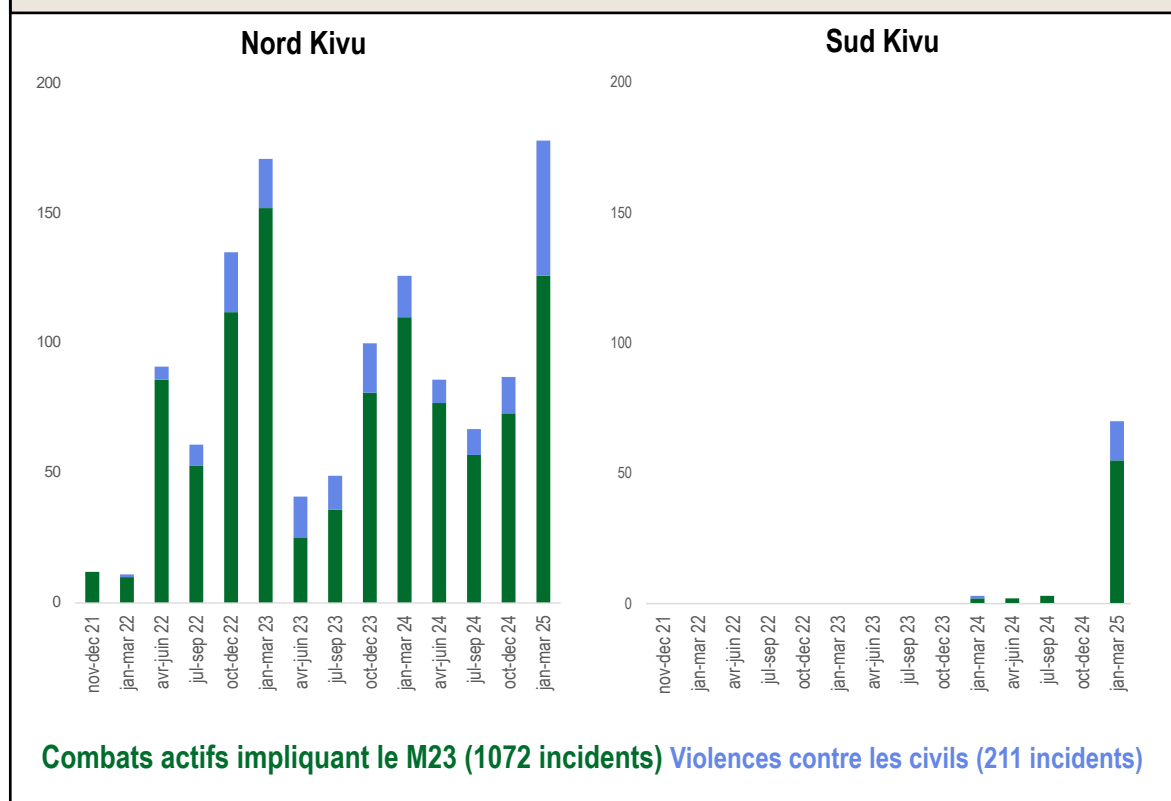
Depuis sa résurgence en novembre 2021, le Mouvement du 23 mars (M23) a été lié à un très grand nombre d'incidents signalés affectant les opérations d'aide, les soins de santé, l'éducation et l'appui à l'identification dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu. Le M23, qui est apparu en 2012 et a maintenu une présence marginale jusqu'à ce qu'il se réorganise et reprenne ses opérations en 2021, a lancé une offensive complète au début de 2022.¹ Le groupe est l'un des acteurs armés non étatiques les plus actifs en RDC, tant par ses affrontements que par ses opérations signalées, avec une présence et un contrôle territorial en expansion dans le Nord- et le Sud-Kivu.²

L'influence croissante du M23 et son rôle dans l'escalade de la violence.

Initialement concentrées dans le Nord-Kivu, les attaques du M23 se sont partiellement étendues au Sud-Kivu en 2024. Début 2025, le groupe a pris le contrôle de Goma (janvier) et de Walikale (mars), progressant vers le Sud-Kivu et devenant l'acteur armé non étatique contrôlant le plus vaste territoire en RDC. Il aurait mis en place des systèmes de gouvernance parallèles.

Figure 2 : Violences attribuées au M23 : combats actifs et violences contre les civils, novembre 2021 - mars 2025.

Jusqu'à la fin de l'année 2023, le M23 n'était actif qu'au Nord-Kivu. En 2025, le M23 a étendu sa présence au Sud-Kivu.





Cette expansion territoriale a eu des effets marqués sur les civils : perturbation des services essentiels, entrave à l'accès humanitaire et augmentation des violences. En 2025, les exactions attribuées au M23 contre les civils, y compris les travailleurs humanitaires et de santé, ont fortement augmenté par rapport à 2024, atteignant un pic au cours du premier trimestre (voir figure 2). La recrudescence des combats et de l'insécurité a entraîné la suspension de services de base, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Plusieurs établissements de santé ont subi des dommages liés à l'usage d'armes explosives. Parallèlement, les violences visant les acteurs humanitaires et sanitaires se sont intensifiées. La présence du M23 a ainsi contribué à aggraver un contexte déjà fragile, marqué par la réduction des financements humanitaires et une montée de la désinformation et de la méfiance à l'égard du secteur sur les réseaux sociaux.

Augmentation des violences signalées dans les zones tenues par le M23 et impact sur les secteurs liés à l'aide humanitaire

En mars 2025, le groupe avait été lié à 149 incidents affectant les opérations d'aide, les soins de santé, l'éducation ou la protection des personnes déplacées, ce qui représente 14 % de tous les incidents de ce type enregistrés dans l'est de la RDC entre novembre 2021 et mars 2025. Il s'agit du nombre le plus élevé d'incidents de conflit directement liés à l'aide attribués à une seule entité armée dans le Nord et le Sud-Kivu, ce qui souligne l'impact du M23 sur les opérations d'aide.

Les violences qui endommagent ou détruisent les systèmes civils d'alimentation, de santé et d'éducation ont des conséquences à long terme, en augmentant la dépendance de la population à l'égard de l'aide extérieure. Les attaques visant directement les opérations d'aide compromettent encore davantage la capacité de réaction du secteur humanitaire. Ce sous-ensemble d'incidents liés aux conflits est particulièrement important pour évaluer l'impact de la violence sur l'accès aux soins de santé, à la sécurité alimentaire et à la protection pendant les conflits. Toutes les violences liées aux conflits affectent l'accès à l'aide humanitaire.

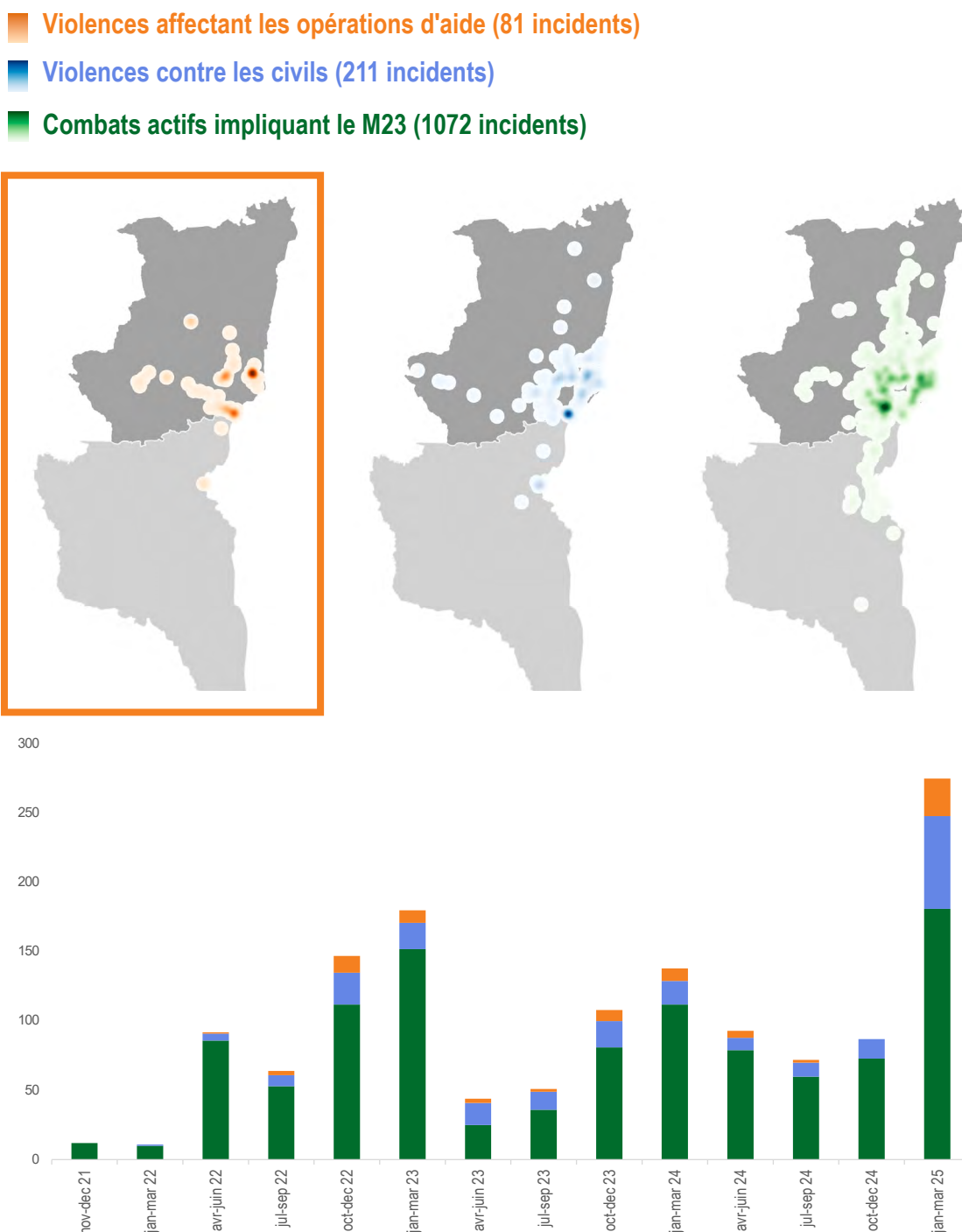
Les incidents violents directement liés à l'aide représentent un plus petit nombre parmi l'ensemble des événements de conflit. Sur les 1 374 incidents violents liés au M23 enregistrés par l'ACLED entre novembre 2021 et mars 2025, 1 060 (77 %) ont été décrits comme des batailles entre le M23 et d'autres acteurs armés (appelées « combats actifs » dans les figures ci-dessous). 221 (16 %) ont été classés par l'ACLED comme des violences contre les civils, car des civils ont été directement blessés.

Les 149 incidents affectant l'aide, identifiés par Insecurity Insight, ont un impact direct sur les opérations d'aide car ils ont touché les infrastructures (33) ou les personnes (39) travaillant dans des services civils vitaux nécessaires à la survie et au fonctionnement de la société, tels que les soins de santé ou l'aide humanitaire. Ces incidents liés à l'aide se sont produits à la fois pendant des batailles et dans le cadre de violences unilatérales contre des civils. Il s'agit d'incidents signalant une conséquence pour les systèmes sociétaux essentiels à la survie des populations civiles, et non d'une description des tactiques utilisées. Parmi les incidents attribués au M23, un nombre particulièrement élevé (54) a touché les soins de santé, affectant à la fois les infrastructures et le personnel de santé.



Figure 3 : Cartes thermiques des violences attribuées au M23 : impact sur les systèmes d'aide, violences contre les civils et combats actifs, novembre 2021 - mars 2025

Les combats actifs entravent l'accès à l'aide humanitaire. La violence du conflit qui détruit les soins de santé et l'éducation crée une dépendance à l'égard de l'aide. La violence directe contre les systèmes d'aide compromet la capacité à soutenir les civils attaqués et affectés par le conflit.



* Cartes thermiques : les couleurs plus foncées indiquent une concentration plus élevée d'incidents.

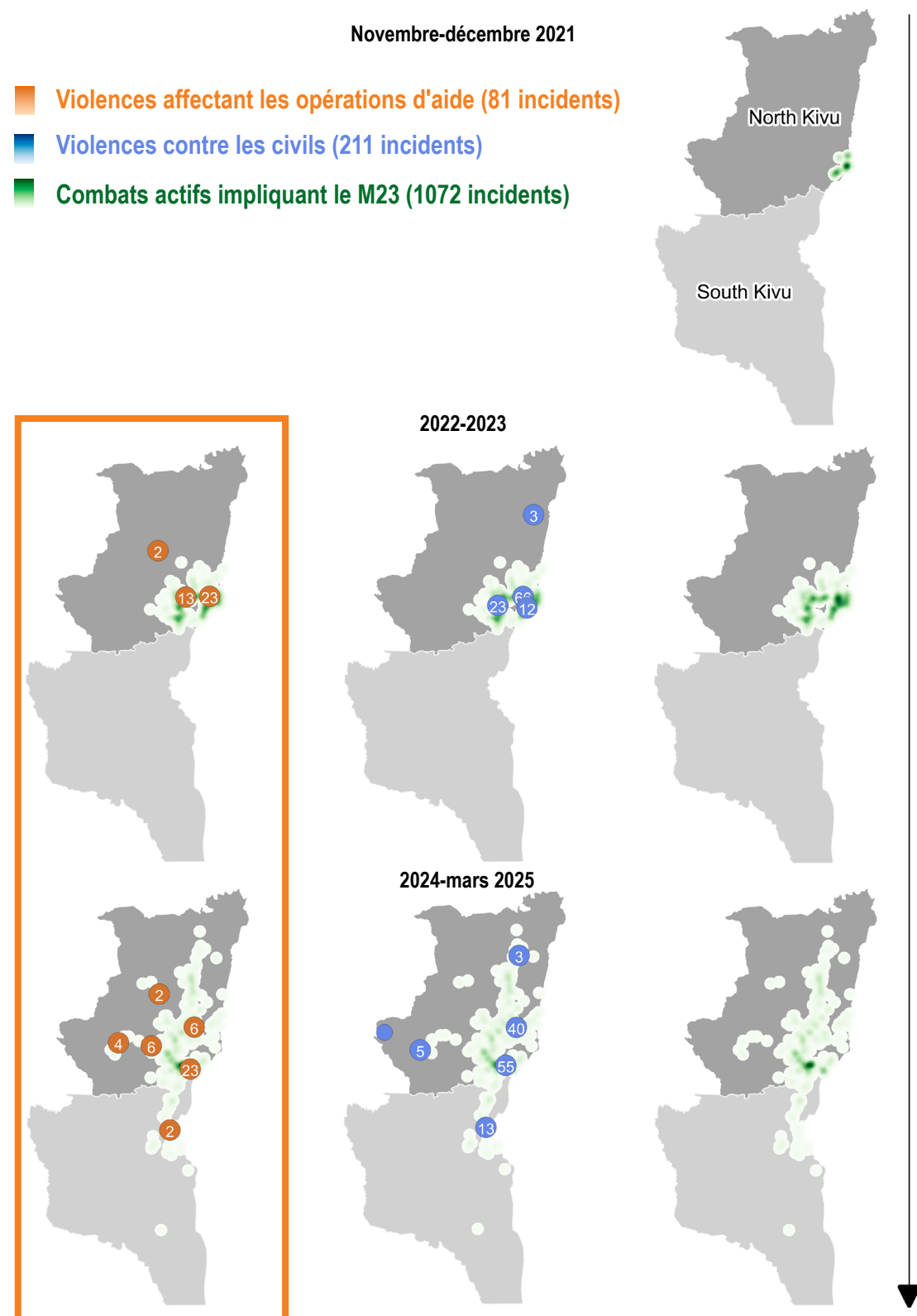
Visualisation des données : Insecurity Insight. Sources des données : Insecurity et ACLED. Source des données de la carte de base : UN OCHA

Partie au conflit en spotlight : Le Mouvement du 23 mars (M23)



Figure 4 : Activité et impact de la M23 au fil du temps, novembre 2021-mars 2025

En novembre 2021, des rapports font état de combats actifs impliquant le groupe M23. À partir de 2022, la violence a continué de se propager dans les Kivus, affectant les opérations humanitaires et la population civile.



* Cartes thermiques : les couleurs plus foncées indiquent une concentration plus élevée d'incidents.

Visualisation des données : Insecurity Insight. Sources des données : Insecurity et ACLED. Source des données de la carte de base : UN OCHA



Après 12 affrontements signalés entre le M23 et d'autres acteurs armés à la fin de l'année 2021, plus de 1 000 incidents de combats actifs impliquant le M23 ont été enregistrés depuis, les hostilités s'étendant bien au-delà de leur épicerie initial dans le sud-est du Nord-Kivu, atteignant des zones situées au nord, au sud et à l'ouest. L'expansion de ces combats s'est accompagnée d'une intensification des violences contre les civils. À mesure que le M23 prenait le contrôle de villes et de villages, les incidents affectant l'aide humanitaire – en particulier autour des infrastructures essentielles comme les établissements de santé – se sont multipliés.

Les combats actifs se sont multipliés ces dernières années, entraînant une augmentation de la violence contre les civils et de la violence affectant l'aide. Par exemple, après la prise de la ville de Goma, au Nord-Kivu, en janvier 2025, les violences contre les civils attribuées au M23 ont augmenté, des rapports faisant état de **massacres** entre le 22 et le 23 février, près d'un mois après l'occupation de la ville. En outre, au cours de cette période, les violences contre les soins de santé ont également augmenté : les soldats du M23 auraient attaqué des hôpitaux, enlevé des patients et pillé des fournitures. Comme ces installations, ces fournitures et ce personnel qualifié se trouvent dans des zones urbaines, la violence a des conséquences sur les systèmes regroupés dans ces centres.

Violence du M23 affectant les opérations d'aide, les soins de santé, l'éducation, l'alimentation la sécurité et la protection

Depuis 2022, la montée des combats actifs attribués au M23 a accru l'impact sur les opérations d'aide et les infrastructures civiles vitales, surtout au Nord-Kivu et, depuis 2024, au Sud-Kivu. Parallèlement aux violences contre les civils, les attaques visant l'aide humanitaire, les soins de santé et l'éducation imputées au M23 ont culminé durant les trois premiers mois de 2025, atteignant presque les totaux annuels enregistrés en 2021, 2022, 2023 et 2024.

Incidents signalés impliquant le M23 :

- Les activités du M23 ont particulièrement touché les services de santé. Des raids fréquents sur les établissements ont entraîné le pillage de stocks de médicaments, de fournitures médicales, de générateurs, de batteries et de panneaux solaires. Des coups de feu tirés à l'intérieur ont blessé patients et personnel, et, dans certains cas, les soldats du M23 ont pillé les installations après s'en être retirés.
- Des travailleurs humanitaires et sanitaires ont été arrêtés, accusés d'être des combattants ou de collaborer avec des groupes armés rivaux.
- Des entrepôts et cantines soutenus par l'ONU, contenant des vivres, ont été pillés après la prise de contrôle de la région par le M23.
- Des véhicules d'aide humanitaire ont été détournés dans des zones où la présence du M23 est avérée.
- Comprendre les schémas de ces attaques aide à anticiper les risques pesant sur les opérations humanitaires dans les zones touchées ou contrôlées par le groupe, à élaborer des plans d'urgence et à s'adapter concrètement à l'évolution des menaces, afin de garantir la continuité des services essentiels, notamment la santé et l'éducation.

Télécharger les [données](#).



Cette section présente l'impact des conflits sur les opérations d'aide, la santé, les systèmes alimentaires et l'éducation. Elle inclut l'ensemble des incidents attribués à une partie au conflit, en se concentrant sur ceux enregistrés en mars 2025. Elle offre un résumé des événements clés, met en évidence les tendances observées et fournit des liens vers d'autres ressources.

Violence directe à l'encontre des agences d'aide

Incidents documentés Mars 2025

Un volontaire de la Croix-Rouge a été tué d'une balle dans la tête dans son champ le 9 mars près de la zone minière de Djangapoli (Ituri) par des militants présumés de CODECO. Deux travailleurs humanitaires locaux ont été attaqués et kidnappés par des inconnus armés alors qu'ils effectuaient une évaluation de la sécurité alimentaire dans le territoire de Kalemie (Tanganyika) le 24 mars. Un centre MSF a été touché par des tirs croisés, affectant ses structures et ses véhicules, le 20 mars, alors que les combats entre les FARDC et le M23/AFC, ainsi que leurs alliés, atteignaient le centre-ville de Walikale (Nord-Kivu).

Sources : Aide en danger : [05-18 mars](#) ; Aide en danger : [19 mars-01 avril](#).
Télécharger les [données](#).

Menace pour la réputation des agences d'aide : Analyse des sentiments dans les réseaux sociaux

La suspension du financement de l'USAID en janvier 2025 a contraint de nombreuses organisations humanitaires en RDC à interrompre leurs opérations. Parallèlement, l'escalade de la violence, les attaques contre les travailleurs humanitaires, les pillages et les menaces proférées par des acteurs armés ont encore restreint l'accès à l'aide et compromis la sécurité des opérations. Ces défis ne se limitent pas à des obstacles logistiques : ils nourrissent un rejet plus large de l'aide humanitaire.

Insecurity Insight a analysé 738 commentaires publics publiés sur Facebook et X, révélant une frustration généralisée, une forte circulation d'informations erronées et des récits politisés — certains appelant même à la violence ou à l'arrêt de toute aide étrangère. Il ne s'agissait pas de réactions isolées : amplifiés par les médias locaux et des influenceurs, ces messages ont transformé les réseaux sociaux en véritables forums civiques, où l'aide est de plus en plus perçue non comme une solution, mais comme une partie du problème.

Note de Suivi RDC :

Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



Des utilisateurs se présentant comme enseignants, agriculteurs ou professionnels de santé ont exprimé leur désillusion, affirmant que l'aide ne leur avait jamais été destinée ni accessible. Cela traduit un écart préoccupant entre les récits d'impact diffusés par les acteurs humanitaires et la réalité vécue par les communautés que ces interventions visent à soutenir. Les critiques ont visé à la fois les donateurs occidentaux et le gouvernement congolais : si l'Occident est souvent tenu responsable de la persistance des crises, la colère intérieure s'oriente vers la corruption et la faiblesse de la gouvernance, soulignant la fragilité des efforts de localisation dans un tel contexte.

Pourquoi cela est-il important pour le secteur humanitaire ?

Les récits en ligne façonnent aujourd'hui les risques concrets. Dans des contextes fragiles ou affectés par des conflits, les réseaux sociaux sont devenus une ligne de front où les perceptions de l'aide sont construites, contestées et reconfigurées en temps réel. Ces discours ne se contentent pas de refléter l'opinion publique : ils peuvent déclencher des protestations, alimenter la désinformation et compromettre la sécurité des opérations sur le terrain.

Dans des environnements où le discours est dominé par la frustration politique plutôt que par les principes humanitaires, les récits non encadrés risquent d'éroder la légitimité de l'aide, de renforcer l'hostilité envers les travailleurs humanitaires et de limiter l'accès humanitaire. Si cette crise de perception n'est pas abordée, elle pourrait aliéner les populations mêmes que l'aide est censée servir.

Pour les organisations humanitaires, s'engager dans ces récits n'est pas optionnel. Il s'agit d'un impératif stratégique pour préserver l'espace opérationnel, rétablir la confiance et garantir que les efforts humanitaires demeurent pertinents, crédibles et acceptés dans des contextes fragiles tels que la RDC.

Vous pouvez être intéressé par

Cette note - disponible en [anglais](#) et en [français](#) - montre comment une décision politique unique s'est répercutée dans les espaces numériques, alimentant la rhétorique anti-aide et mettant en lumière les risques croissants pour les acteurs humanitaires ainsi que pour l'avenir de l'engagement international en RDC.





Violence affectant les systèmes alimentaires

Au cours des derniers mois, le pillage du bétail — incluant bovins, chèvres et volailles — attribué à sept acteurs armés différents a affecté les moyens de subsistance dans plusieurs territoires, notamment à Rutshuru, Irumu, Djugu et Lubero.

Les communautés sont souvent attaquées lors d'activités liées à l'alimentation, en particulier les travaux agricoles. Dans le Nord-Kivu et l'Ituri — notamment à Rutshuru, Beni, Irumu et Djugu — de nombreux rapports font état de meurtres, d'enlèvements et de harcèlement pendant le travail dans les champs ou la collecte de nourriture.

Les attaques contre les marchés perturbent l'approvisionnement en denrées alimentaires. La violence qui affecte les systèmes alimentaires compromet leur fonctionnement et provoque des déplacements de population.

Le M23 a gravement affecté la sécurité alimentaire dans l'est de la RDC par la violence, le vol de bétail et l'exploitation systématique des populations rurales : des agriculteurs ont été tués, du bétail pillé, et des civils blessés en se rendant dans leurs champs. Au-delà de la violence directe, le groupe impose des taxes agricoles, s'approprie les récoltes et a recours au travail forcé dans les zones qu'il contrôle, ce qui épuise les réserves alimentaires locales, perturbe la production et génère des revenus mensuels à travers la taxation systématique aux barrages routiers.

Incidents documentés

En **Ituri**, les violences affectant la sécurité alimentaire ont été attribuées à la milice Zaïre et aux militants de la CODECO dans le territoire de Djugu. 441 vaches ont été pillées contre rançon dans les villes de Datule et Nyere, et 143 vaches ont été volées dans le village de Tchomia. Des agriculteurs ont été tués ou enlevés dans leurs champs, tandis que des biens agricoles ont été incendiés dans la ville de Zati.

Dans le **Nord-Kivu**, les ADF auraient tué ou enlevé des agriculteurs dans leurs champs, dans les villes de Ngohi (territoire de Lubero) et dans le territoire de Beni. Des groupes non identifiés ont tué des agriculteurs dans le village de Kyasenda, territoire de Rutshuru, et du bétail a été volé dans plusieurs villages du territoire de Walikale, dans le cadre d'un pillage généralisé. La ville de Walikale est passée sous le contrôle des rebelles du M23 le 19 mars, à la suite d'intenses combats avec l'armée congolaise.

Au **Sud-Kivu**, un marché a été pillé par un groupe armé non identifié dans le village de Mugogo, territoire de Walungu, le 19 mars.

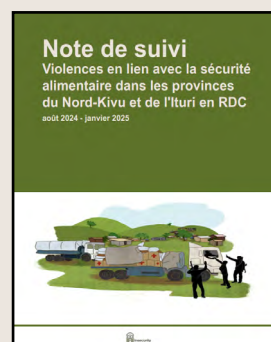
Téléchargez les données [ici](#).

Note de Suivi RDC : Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



Vous pouvez être intéressé par

Cette note de [suivi](#) montre comment les agriculteurs, les civils et les éleveurs du Nord-Kivu et de l'Ituri sont directement touchés par les meurtres, les enlèvements, les pillages et les extorsions. La violence a atteint son paroxysme en décembre 2024, après l'échec des pourparlers de paix et la reprise des affrontements impliquant le M23 et d'autres groupes armés. Les attaques contre les civils engagés dans la production alimentaire, le vol de bétail par plusieurs acteurs du conflit et les violences sexuelles liées au conflit aggravent la crise, avec 27,7 millions de personnes confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Le document appelle à des mesures de protection, à un financement flexible et à une action anticipative pour préserver les moyens de subsistance ruraux. Lire la suite : [Insécurité chronique](#) : comment les groupes armés compromettent la sécurité alimentaire en Ituri et dans la province du Nord-Kivu (février 2025)



Attaques contre les soins de santé

Un conflit prolongé et croissant, des déplacements massifs et des attaques contre les soins de santé ont mis à rude épreuve les systèmes de soins de santé déjà fragiles de la RDC. Plus de [8,9 millions de personnes](#) seraient incapables d'accéder aux services médicaux essentiels en raison de la violence et de l'effondrement des infrastructures. Les centres de soins de santé fonctionnent jusqu'à [4 000 % au-delà de leur capacité](#), ce qui exerce une pression énorme sur le personnel médical, qui doit également faire face à des approvisionnements limités et à des conditions dangereuses. La RDC est confrontée à des épidémies récurrentes, notamment de choléra, d'Ebola, de rougeole et de varicelle.

Incidents documentés

Au **Nord-Kivu**, une base de MSF a été touchée par des tirs croisés entre les FARDC et le M23/AFC, endommageant les structures et les véhicules de l'organisation, alors que les combats atteignaient le centre de la ville de Walikale (20 mars). Le même jour, deux explosions ont été signalées à proximité de l'hôpital général de Walikale. Un hôpital de Goma a également été pris d'assaut, et des patients ont été enlevés par des hommes armés (aux alentours du 1er mars).

Dans le **territoire de Walungu, au Sud-Kivu**, deux établissements de santé ont été endommagés le 9 mars. L'hôpital du Fonds Social du Kivu (FSKI) a été touché lorsqu'un obus, soupçonné d'avoir été tiré par le M23, a frappé le toit du service pédiatrique. Des infirmières ont été blessées, des patients ont été tués ou blessés par des éclats d'obus, et les vitres de la pharmacie ont été brisées. L'hôpital général de Kaziba a également été atteint par des tirs d'obus d'origine non identifiée, faisant cinq morts parmi le personnel soignant et un nombre indéterminé de victimes parmi les patients.

Note de Suivi RDC :

Incidents de conflit ayant un impact sur le secteur de l'aide



En **Ituri**, le directeur des soins infirmiers du centre de santé de Nioka a été enlevé pendant 24 heures par des miliciens de la CODECO dans le territoire de Mahagi (14 mars). Le même jour, les affrontements dans le territoire de Djugu ont contraint l'hôpital général de Fataki à fermer, privant 170 000 personnes d'accès aux soins de santé. Au 10 mai, l'établissement avait repris ses activités.

Sources : Attaques contre les soins de santé : [19 février-04 mars](#) ; [05-18 mars](#) ; [19 mars-01 avril](#). Télécharger les [données](#).

Vous pouvez aussi être intéressé par

L'impact de la violence contre les soins de santé sur la santé des enfants et des mères

En 2024, Insecurity Insight, l'International Rescue Committee, le projet [Researching the Impact of Attacks on Healthcare \(RIAH\)](#) et l'Université de Bukavu ont mené une étude dans trois zones de santé des Kivus afin de déterminer l'impact de trois attaques survenues en 2023 sur les services de santé maternelle et infantile. L'étude a révélé plusieurs effets immédiats et à long terme :

- Les agents de santé et les femmes enceintes avaient trop peur de se rendre dans les établissements, ce qui a entraîné une baisse significative du nombre d'accouchements assistés.
- Les centres de santé ont réduit leurs services, voire cessé complètement leurs activités, pendant une à quatre semaines.
- La fréquentation des services de santé maternelle a diminué ; l'accouchement est le service le plus touché, en raison de sa probabilité de se dérouler la nuit.
- Les consultations postnatales, les consultations préscolaires et les vaccinations ont fortement chuté.

La **Safeguarding Health in Conflict Coalition (SHCC)** a recensé [84 incidents](#) de violence ou d'obstruction aux soins de santé en **RDC en 2024** : huit agents de santé ont été tués, neuf enlevés et des fournitures médicales pillées. Le nombre réel d'incidents et la gravité du problème sont probablement bien plus élevés.

Les conflits prolongés, les épidémies de variole et les sites de déplacement surpeuplés mettent à rude épreuve le système de santé déjà fragile de la RDC. Les attaques contre les soins de santé ont doublé dans la province du Tanganyika, où les campagnes de vaccination ont été perturbées par des menaces et des actes de violence. Dans certaines régions, les centres de santé ont fonctionné jusqu'à 4 000 % de leur capacité, exerçant une énorme pression sur le personnel médical confronté à des stocks limités et à des conditions dangereuses.

Lire la fiche d'information complète en [anglais](#) et en [français](#). Télécharger les [données](#).





L'éducation en danger

Le conflit armé a entraîné la fermeture d'environ **2 500 écoles dans le Nord et le Sud-Kivu** depuis le début de l'année 2025, laissant près de 800 000 enfants sans accès à l'éducation. Dans la province d'Ituri, plus de **1.6 million d'enfants** ne sont pas scolarisés. Bien que certaines écoles de Goma aient rouvert en février, de nombreux parents hésitent à y envoyer leurs enfants en raison de l'insécurité persistante.

Incidents documentés

Au Sud-Kivu, quatre écoles ont été prises et transformées en camps militaires dans le territoire de Fizi, perturbant la scolarité de plus de 2 000 élèves. Au Maniema, une école de la ville de Kindu a été occupée par des hommes armés, empêchant plus de 1 000 enfants d'accéder à l'éducation (23 mars).

Sources : Éducation en danger : [mars](#). Télécharger les [données](#).

Attaques contre les camps de déplacés et de réfugiés

La RDC compte l'un des plus grands nombres de personnes déplacées à l'intérieur du pays, avec environ **5,6 millions de personnes**, principalement dans les provinces orientales des Kivus et de l'Ituri. Environ **72% d'entre elles vivent en dehors des** camps de réfugiés ou des installations officielles, tandis que d'autres résident dans des camps de déplacés ou de réfugiés. Beaucoup de ces camps sont surpeuplés et **manquent de nourriture, de services de santé, d'eau et d'assainissement**.

Incidents documentés

Ituri : Le site de Lodha a été attaqué le 25 mars par une vingtaine de miliciens CODECO/URDPC, qui ont tiré en l'air avant de s'introduire dans plusieurs abris. Six personnes ont été tuées à coups de machette, dont un enfant et deux femmes, et trois autres ont été blessées. Des violences visant des structures de protection ont également été signalées dans le camp de Lala, où une femme déplacée a été enlevée par des membres de CODECO alors qu'elle se rendait aux champs.

Le 18 mars, deux personnes ont été tuées lorsqu'un groupe armé a fait irruption dans un site de personnes déplacées et y a pillé des biens. Ces trois incidents se sont produits dans le territoire de Djugu.

Sources : Protection en danger : [mars](#). Télécharger les [données](#).



Responsabilité à l'égard des populations touchées

Attaque sur le site de déplacés de Lodha : Réactions des réseaux sociaux à un message publié le 25 mars 2025 décrivant l'événement survenu dans le camp de déplacés de Lodha. Les commentaires des utilisateurs des réseaux sociaux sur le rapport concernant le camp de personnes déplacées ont mis en évidence un certain nombre de sentiments :

- **Désillusion à l'égard de la présence à long terme de la MONUSCO** : Plusieurs commentateurs remettent en question la valeur de la présence continue de la MONUSCO en RDC, la mission étant souvent décrite comme inefficace. L'un d'eux déclare : "Je n'aime pas entendre parler de l'ONU en RDC 🇷🇺" et "La mission de la MONUSCO c'est quoi ?", ce qui reflète des doutes plus généraux quant à l'objectif de l'organisation.
- **Critique de la capacité des FARDC** : L'armée nationale est décrite à plusieurs reprises comme incapable ou complice de la violence en cours. Un commentaire affirme que "les FARDC sont complices dans ça". Ces opinions reflètent une perception récurrente selon laquelle les FARDC sont incapables de protéger les civils ou de faire face à des groupes armés tels que le CODECO.
- **Frustration face à l'insécurité persistante dans l'Est** : les commentateurs de l'Ituri et d'ailleurs soulignent un schéma de violence sans réponse, en particulier de la part de la CODECO. Des réactions telles que " En Ituri, nous sommes massacrés tous les jours par le CODECO sans aucune intervention. Que Dieu nous vienne en aide, sinon il n'y a pas d'espoir de survie. Ce qui se passe ici est tellement grave. » expriment leur frustration de voir les interventions arriver trop tard, voire pas du tout, et souvent seulement après de lourdes pertes en vies humaines.



Effets sur les opérations d'aide, les soins de santé et l'éducation : Ces incidents concernent les violences, menaces et entraves aux opérations d'aide, aux soins de santé et à l'éducation. Ils incluent les dommages ou la destruction des infrastructures concernées, ainsi que l'impact sur le personnel qualifié. Ces incidents peuvent résulter d'effets involontaires d'actes militaires, de violences contre des civils ou d'attaques visant des infrastructures civiles. Voir : aperçu de l'insécurité.

Effets sur les systèmes alimentaires : Ces incidents désignent les événements liés à un conflit ayant un impact sur les systèmes alimentaires, notamment la production et la distribution de denrées, pouvant affecter la sécurité alimentaire. Ils décrivent les conséquences possibles d'actes militaires involontaires, de violences contre des civils ou d'attaques ciblant des infrastructures civiles.³ Aperçu de l'insécurité

Combats actifs : selon la définition de l'ACLED des « batailles », il s'agit d'interactions violentes entre deux groupes armés organisés, se déroulant à un moment et dans un lieu donnés. Ces incidents sont classés selon qu'ils ont entraîné ou non un changement de contrôle territorial.⁴

Violence contre les civils : Ces incidents comprennent également les tentatives d'atteinte à l'intégrité physique ou de disparition forcée et sont subdivisés en différents types de violence, notamment "violence sexuelle", "attaque" et "enlèvement/disparition forcée".⁵

Que nous apprennent les différents ensembles de données ?

Les données relatives aux événements de conflit peuvent être classées en fonction des objectifs stratégiques ou tactiques des parties au conflit — tels que les gains territoriaux, les affrontements armés ou le ciblage de civils — ainsi qu'en fonction de l'impact de la violence sur les populations civiles, notamment par la destruction d'infrastructures civiles vitales.

Les jeux de données d'ACLED offrent des informations précieuses sur les objectifs stratégiques des acteurs du conflit en fournissant des données d'incidents révélant des schémas de comportement tactique. Les jeux de données d'Insecurity Insight se concentrent sur les conséquences humanitaires des conflits, en fournissant des données d'incidents illustrant comment la violence perturbe des secteurs essentiels à la survie des civils — tels que la santé, l'éducation et la sécurité alimentaire — et comment les dispositifs de protection ont été affectés.

Comprendre les conséquences du conflit dans le contexte des mouvements tactiques des parties en présence peut aider les agences d'aide à anticiper les besoins émergents générés par la violence. Ces données mettent également en évidence les conséquences prévisibles des atteintes aux civils, que les parties au conflit doivent prendre en compte — et chercher activement à prévenir — dans leur planification tactique, conformément à leurs obligations de précaution au titre du droit international humanitaire.

1 Jaffe, C et Lord, D. (23 mars 2025). La résurgence et les alliances du Mouvement du 23 mars (M23). Armed Conflict & Event Data Project (ACLED) <https://acleddata.com/2023/03/23/the-resurgence-and-alliances-of-the-march-23-movement-m23/>

2 Serwat, L. (20 mars 2025). Mouvement du 23 mars (M23). Armed Conflict & Event Data Project (ACLED). <https://acleddata.com/actor-profiles/march-23-movement-m23/>

3 Les effets sur le système alimentaire n'ont pas été pris en compte dans l'analyse du M23 en raison du chevauchement avec les violences contre les civils.

4 ACLED. (2019). "ACLED Codebook, 2019. Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). www.acleddata.com

5 ibid.

Ce document est publié par Insecurity Insight.

L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation **Humanitaire à Humanitaire** (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires. Ce document est financé et soutenu par le généreux soutien du Fonds H2H, qui bénéficie de l'aide du gouvernement britannique. Les opinions exprimées dans ce document ne reflètent en aucun cas la position du réseau H2H ou du gouvernement britannique qui ne sont pas responsables du contenu exprimé dans ce document.

Insecurity Insight. 2025. Insecurity Insight Note de Suivi RDC : Spotlight sur M23, Juin 2025. Switzerland: Insecurity Insight. <https://bit.ly/DRCBrief12025FR>